



Date : le 16 Juin 2014.

Numéro : 836

A

**Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères
et de la Coopération.**

Destinataire principal : Cabinet – DG7/3

DESTINATAIRE CC : MD- SG/4

Objet : *Vers le retour de l'Algérie sur la scène politico-diplomatique malienne*

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Ministre malien des Affaires Etrangères s'est rendu, dimanche, à Alger pour participer aux travaux de la 4e session du comité stratégique algéro-malien.

Cette visite intervient au moment où plusieurs indicateurs confirment le « retour » de l'Algérie sur la scène malienne. L'on rappelle d'abord que cette semaine, Alger a réussi l'organisation d'une réunion des Secrétaires Généraux des trois mouvements armés signataires de l'Accord de Ouagadougou.

La réunion a été sanctionnée par la signature, mardi dernier, de deux documents : le 1^{er} portant le nom de « Déclaration d'Alger » et renfermant une plate-forme de négociations et le 2^{ème} sous forme d'appel aux autres groupes armés pour cesser les hostilités, ce qui constitue une première sur ce plan.

A la suite de la signature de ce document, Bilal Ag Charif, Secrétaire Général du MNLA a déclaré que « les consultations menées en Algérie ont été orientées vers la conception des étapes allant dans le sens des préparations des négociations avec le Gouvernement malien ».

A cet effet, le Mali n'a pas manqué de saluer ce « succès » à travers un communiqué officiel formulé comme suit : « Le gouvernement de la République du Mali prend acte de la signature, le 9 juin 2014 à Alger, d'une déclaration conjointe par trois mouvements armés du nord du Mali. Le gouvernement saisit cette occasion pour remercier le Président Abdel Aziz Bouteflika, le Gouvernement et le peuple algériens pour les efforts de facilitation du dialogue inclusif inter-malien en vue d'un règlement global et durable de la crise au nord du Mali ».

L'Algérie, pour sa part, a affiché, mardi, sa satisfaction quant à l'engagement de trois mouvements maliens dans un dialogue inter-malien inclusif.

Dans le même sillage, deux activités sont prévues à Alger à savoir : la 4^{ème} session du Comité bilatéral stratégique algéro-malien sur le nord Mali et la 3^{ème} réunion de concertation de haut niveau sur le processus de dialogue inter-malien.

L'autre indicateur de ce « retour », la position du Ministre français des Affaires Etrangères, Laurent Fabius, lors de sa dernière visite à Alger centrée sur la sécurité au Sahel et qui a fait une déclaration d'ordre stratégique et pleine de sous-entendus : « Le dialogue au Mali passe par trois canaux : la CEDEAO, le Représentant Spécial du Président malien et un canal, l'Algérie, dont l'efficacité est reconnue par les uns et les autres ».

Pour sa part, le parti malien Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'Indépendance (SADI) du tonitruant Oumar Maricko, vient d'appeler à une alliance stratégique avec l'Algérie pour la résolution de la crise .

Enfin, il semblerait que contrairement à la conditionnalité fixée par les maliens quant à la nécessité de négocier au Mali, une brèche s'ouvre pour faciliter le travail de l'Algérie.

Ainsi, au cours de la séance de « Questions d'actualités » à l'Assemblée nationale malienne, le Premier ministre Moussa MARA, a soutenu la disponibilité de son pays à ouvrir les discussions avec les groupes armés sur les points qui font blocage , notamment le lieu des négociations.

En guise de conclusion, l'on peut dire que l'Algérie, qui a « souffert » du rôle déterminant de la CEDEAO dans la gestion de la crise malienne et de ce que l'Algérie, après une période de « répit forcé », en raison de la montée du rôle de la CEDEAO et de ce qu'ils appellent « l'internationalisation de la gestion de la crise malienne », semble en passe de reprendre la main dans la gestion du dossier.

Ceci est d'autant plus facilité par le dépassement de la crise induite de la maladie du Président algérien Abdelaziz Bouteflika et sa candidature pour un 4^{ème} mandat aux élections présidentielles.

En outre, ce retour en force est particulièrement soutenu par la France de François Hollande qui aurait apparemment retrouvé une « convergence d'intérêt » avec l'Algérie.

Très Haute Considération



Ambassadeur de S.M. Le Roi du Maroc

Hassan NACIRI